

CONSEIL  
DE TUTELLEDistr.  
LIMITEET/COM.5/L.177  
23 août 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU CHEF MOISE LONTSI CONCERNANT LE  
CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

LONTSI Moïse Chef de groupement  
Batcham par Mbounda en exil à  
Dschang - B.P. 37 New-Bell Douala (Cameroun)

Batcham, le 20-7-56

A Monsieur le Président de l'Assemblée Générale composée des Membres  
du Conseil de tutelle aux organisations des Nations Unies à New-York  
(U.S.A.)

Monsieur le Président,

Relativement à votre honorable du 10 Mai 1956 T/PET.5/796, conformément à l'article 93 du règlement intérieur, du Conseil de Tutelle, concernant la résolution adoptée par le Conseil de Tutelle au sujet des pétitions soulevées contre l'autorité administrante, les procès-verbaux des séances publiques où ma pétition a été examinée avec d'autres documents qui ont été ci-joint.

La pétition de Monsieur Lontsi Moïse Chef de groupement de Batcham concernant le Cameroun sous l'administration française, en consultant avec la France l'autorité administrante intéressée (T/PET.5/796, T/OBS 5/71, T/L.634).

Appelle l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'autorité administrante et sur la déclaration du représentant spécial, d'où il ressort notamment que :

A. On a enregistré ni morts ni blessés dans la Région Bamiléké Mois d'Avril - Mai 1955, et il n'y a eu pas des destructions considérables à Betcham.

B. Le pétitionnaire, fils de l'ancien chef coutumier de Batcham n'a pas été déposé; il n'a pas réussi à se faire élire par les habitants du village de Batcham et il n'a pas été exercé les fonctions du chef coutumier de ce village.

La résolution suivante a été adoptée par le Conseil de Tutelle à sa 692ème séance, le 22 mars 1956 par 8 voix contre 1 avec 1 abstention.

1. Pétition se rapportant à divers incidents qui se sont produits en Avril - Mai 1955 au Cameroun sous l'Administration Française et aux mesures prises par l'autorité administrante.

En réponse de votre honorable communication du 10 Mai 1955 T/PET.5/796 et ma communication du 30-8-55<sup>1/</sup>.

J'ai l'honneur de vous accuser réception tout en précisant les détails de divers incidents qui se sont produits en Avril-Mai 55 au Cameroun sous l'administration française et aux fausses mesures prises par l'autorité administrante à ce sujet.

D'abord, je précise que les déclarations du représentant spécial était mal forgées sur place sans consultation des intérieurs de divers cantons aux intéressés les populations sinistrées à Batcham où les graves incidents se sont misérablement produits, malgré l'administration du Territoire du Cameroun ne pourrait clairement vous détailler puisqu'elle connaît bien ses fautes et elle ne voudrait pas voir le sang de divers camerounais qui été écoulé au mois d'Avril - Mai 1955.

N'est-ce pas 126 cases étaient détruites et 8 cases incendiées sur les cantons de Batcham, d'innombrables destructions volontaires se sont produits. Malgré la brimade, malgré les mitrailleuses pendant toute la campagne du chef Lontsi Moïse en exil il y a six ans faute services d'ordres toutefois à son absence étaient rendus sur ses cantons de Batcham pour intimider leurs habitations détruites et divers incidents qui sont écoulés sur les dos de la population paisible de Batcham. N'est-ce pas nos frères et sœurs se sont tirés à feu par les autorités administrantes à leur secours des nombrables sahariens étaient apportés de Brazzaville par divers avions qui leur apportaient par 20 avions à l'heure étaient envahis dans des diverses régions du territoire nous offrant de redoutables misères, par les interventions manifestées par

---

1/ Note du Secrétariat :

Voir T/PET.5/796, résolution 1473 (XVII).

Monsieur Roland Pré, l'auteur des divers crimes qui se sont produits armes à feu nos frères et soeurs se sont tirés au champ de guerre sans armes. tenant lieu que plusieurs morts et blessés étaient enregistrés dans la région Bamiléké en consultation des hôpitaux, des dispensaires, les Justices de Dschang; il était remarquablement passés, donc les autorités administrantes, qui sont le maître et d'une part l'auteur de ces multiples crimes devaient avoir connaissance que le sang du Camerounais coulait sur ses fronts.

N'est pas Monsieur Lontsi Moïse était l'ancien Chef coutumier remplacement de son feu père Nkumboc qui au lit de son défunt, il a pris connaissance de son commandement officiel et il avait nommé son fils Montsi Moïse comme son héritier au lit de mort et à présent étaient assités tous les notables ou après l'administration avait pris connaissance ainsi qu'il avait désigné comme chef coutumier officiel et tout le peuple de Batcham était d'accord.

Mais peu parès le 17 août 1948 au détriment des populations et ses chefs de cantons, Monsieur le Chef de la Région Bamiléké et son adjoint accompagnés du sieur Djuatio Etienne traître en générale connaissant par toute la population de Batcham qui malgré ce monsieur l'auteur de multiples crimes où à titre de citoyen français. il avait soulevé une guerre sauvage où je tenais lieu la première guerre sauvagement armée contre ses voisins entre deux villages de Bangang celui de Batcham, l'auteur était condamné à mort de 5 ans de prison plus dix ans d'interdiction de séjour, où il était en exillé en prison de Bangangté, voir Tribunal du 2ème degré près la justice de Dschang, nous avons remarqué que des nombrables blessés plus de 680 et de morts à cette date ont été bien remarqués qu'on avait enregistré des nombrables blessés des morts non comptés. Cette guerre sauvage était manifestée vers août 1946.

N'est-ce pas avant 5 ans de prison sous les appuis de l'administration française au Cameroun celui-ci était devenu en titre d'un traître citoyen français, c'est pourquoi, nous avons constaté que ce Monsieur avant de prison, l'administration l'aurait fait sortir sans compter, s'il a liquidé ses crimes en exillés en prison de Bangangté. N'est-ce pas c'est pour cela que notre chef Lontsi Moïse était refusé par l'administration française son titre du chef de groupement de Batcham, et au détriment des notabilités de ses cantons, et ses populations sinistrées au malheurs subit par l'adminsitration française au Cameroun,

n'est-ce pas après avoir mettre Lontsi Moïse chef de groupement de Batcham en exil, des fautes d'ordres s'est rendu sur ces cantons par force déguerpier le chef Lontsi Moïse et sa chefferie était incendiée détruite tous ses biens et les autres se sont apporté par l'administration locale à son profit par le nommé Djuatio Etienne, l'auteur de multiples crimes. N'est-ce pas les déclarations du représentant spécial étaient mal forgées sur place sans consultation les intérieurs de ses cantons, étaient uniquement en guide de son collaborateur Djuatio Etienne qui par ailleurs, la chefferie de Lontsi Moïse a été détournée au profit de Djuatio Etienne par que qu'il était citoyen français. N'est-ce pas au contraire nous avons constaté que les déclarations du représentant spécial, étaient faussement mal arguées. Nous avons été sûr que notre chef Lontsi Moïse a été réussi à se faire élire par les habitants du village de Batcham et qu'il avait exercé les fonctions de son chef de village. Là-bas nous avons constaté que les déclarations du représentant spécial, étaient idiologiquement déposées donc c'est une force majeure, Nous voudrions faire savoir si avant l'arrivée des colonialistes français au Cameroun, s'il n'y avait le commandement en règle coutumier d'ailleurs nul n'a pas été ignoré dans le monde entier que le commandement des africains existait avant l'arrivée des renards que de raison la plus forte, nous voudrions ainsi savoir si les membres du Conseil de tutelle voudraient écouté les mensonges par les auteurs de multiples incidents qui se sont produits dans toutes les régions du territoires de l'Ouest à l'Est. du Nord au Sud. N'est-ce pas tous nos frères jusqu'à présent existent dans de prisons du Cameroun, d'autres se sont poursuivis par de faux mandats d'arrêts, et que pour inviter les répressions redoutables se sont en exillés du mois d'Avril - Mai 55, d'autres, malgré, ils sont livrés, mais tant de menaces n'ont pas été cessés tous le jours nous apprenons là bas les bagarres, ici la brimade mitrailleuse, l'autre côté destructions des habitations de fois se manifestant tant hostiles que l'incendie.

D'autre part et d'une part, nous voudrions savoir si les vrais mots que l'autorité administrante française au Cameroun, voudrait mettre fin d'aboutissement à ces multiples crimes. Ainsi que nous voudrions constater si l'ONU était affirmé ses mensonges ou le représentant spécial de la France a toujours voulu semant tant de bruits autour de nos pétitions, malgré nous avons constaté que les membres du conseil de Tutelle de l'O.N.U. ne pourrait écouter ses mensonges sans toute fois

consulter les pétitionnaires, pour leur fournir le renseignement nécessaires et pour abolir les barrières que le représentant spécial voudrait semer les mêmes troubles aux membres de conseil de Tutelle de l'O.N.U. comme c'est leurs habitudes d'agir auprès des hommes humains, nous avons constaté qu'il serait idiot ou féroce de cette manière de gouverner ou de conduire le peuple à s'administrer eux-mêmes dans son avenir. Ici, nous vous déposons généralement la liste dénomminative des divers incidents qui se sont produits au mois d'Avril - Mai à Batcham.

<u>Noms et prénoms</u>	<u>Valeur des objets</u>	<u>Noms et prénoms</u>	<u>Valeur des objets</u>
Djiadjeu Tchinda	2.756.520 frs.	Tefoga	402.715 frs.
Nzouatchoum	2.650.400	Takeute Pierre	516.090
Tiwa Moïse	2.105.530	Diffa David	420.870
Djitsop Njilonyo	1.870.210	Tchofouo Joseph	450.550
Djoutalon	1.859.690	Takala Maurice	395.920
Tassowa	1.422.880	Goula	350.320
Lontsi Jacob	1.271.450	Kemlong	425.000
Lontsi Daniel	1.081.235	Tatio Michel	306.230
Djiodjeu Lucas	100.620	Tchieza Kofi	159.790
Mekem Nofa	946.650	Tedongmo Koumbani	155.485
Mokeu Mayoka	907.120	Tchuata Laketa	342.465
Tafouotsa	849.150	Tejoyim	272.420
Taymata	721.350	Tantsitatang Lamessa	1.453.600
Dia Fouozono	710.840	Tatang Silepa	558.200
Tabantsa	649.925	Lontsi Moïse	20.980.000
			<u>49.140.435 frs.</u>

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

Ci-joint trois photos<sup>1/</sup>, une copie conforme d'un télégramme, une convocation le jour de notre constat de ces diverses dévastations, nous avons été assisté à la subdivision de Mbounda à la suite de cette convocation, où nous lui avons déposé toutes requêtes de nos preuves convaincantes.

Le secrétaire  
Lontsi Daniel

(signé) Lontsi Moïse

<sup>1/</sup> Note du Secrétariat : Les photographies susmentionnées sont conservées par le Secrétariat et elles seront mises à la disposition des membres du Conseil de tutelle sur demande.

Région Bamiléké  
Subdivision de Mbouda

République Française  
Liberté - Egalité - Fraternité  
Convocation spéciale

M. IONTSI Daniel, fils de Wouamba et de feu Fougouo né et domicilié à Batcham, quartier Balepa est invité à se présenter au bureau de la subdivision de Mbouda dès réception de la présente convocation pour suite à sa plainte contre M.DJUATIO Etienne - chef de groupement de Batcham.

Mbouda, le 21 novembre 1955  
Le Chef de subdivision

(signé) M. LEGRAND

TELEGRAMME

MONSIEUR DELAUNAY MAURICE CHEF REGION BAMILIKE DSCHANG

SOUHAITONS BIENVENUE BAMILIKE ABOLIE DECISION POLITIQUE PAR DJUATIO ETIENNE  
CHEF TRAITRE DESTRUCTIONS VOLONTAIRES SES HABITANTS MAI DERNIER STOP VOTRE ARRIVEE  
ENSEMBLE POPULATIONS BATCHAM ENDEUILLE DURANT SIX MOIS CONSIDERANT QUE VOUS VENEZ  
METTRE FIN CITATION DES DOCUMENTS PAR PROCURATION

LONTISI MOISE CHEF GROUPEMENT

BATCHAM

BP 14 DSCHANG

Batcham Mbouda, le 22 Juin 1956

Nous notabilités qualifiés et populations compétents réunies en assemblée générale traditionnelle du peuple Batcham du 13/6/56 tenant compte d'une requête des membres sinistrés à la présidence de Mr. Lontsi Moïse Chef groupement de Batcham par Mbouda.

B.P. 14 Dschang

A Monsieur l'Administrateur chef de la région Bamiliké  
Dschang  
s/c Monsieur le Juge d'Instruction  
Dschang

Monsieur l'Administrateur,

Suite à la présente assemblée générale traditionnelle des notabilités qualifiés et populations compétentes de Batcham tenant compte d'une requête des membres compétentes dans l'évolution sinistrée.

Nous avons l'honneur de porter devant la haute connaissance de l'administration locale lui soumettre une requête dont la teneur suit :

Monsieur,

Par de décision n° 2966 en provenance de M. le Haut-Commissaire en date du 28 octobre 1947 le nommé Nkumboc a été appelé à diriger en qualité du Chef groupement de Batcham par Mbouda en remplacement immédiat du nommé Djuatio Etienne condamné à la suite des agressions sauvages intentées contre les villages voisins à cinq ans de prison et à dix ans de réclusion (Voir tribunal de 2ème degré de Dschang en date du 5/8/46).

Alors pendant que Nkumboc menait sa tâche Monsieur Djuatio Etienne liquidait ses crimes en prison de Bangangte. Peu après, Nkumboc était succombé et tenant compte de sa qualité de Chef Officiel de ce canton, il avait nommé au lit de mort son fils Lontchi Moïse à prendre le commandement et de gerer ses biens et le pays était dans la paix non comme gardien provisoire, mais titulaire Officiel à l'accord du défunt et les notabilités compétentes de sa canton. Monsieur Lontchi avait pris dès l'ensevelissement du défunt Nkumboc le commandement à la paix comme Chef groupement de Batcham.



Chose inquiétante que sans notre avis coutumier et bien à notre absence, le chef de région Bamiléké et son Adjoint accompagnés des gardes et traître Djuatio Etienne en date du 17 Août 1950 étaient venus par force déguerpir Monsieur Lontchi Moïse incendié sa chefferie, pris tous ses biens au profit du traître Djuatic Etienne, auteur de multiples crimes. Menant une campagne d'enquête nous avons cru de voir bénéficier d'un recours auprès de l'administration locale de cette Région, mais en vain nous avons poursuivi ce débat et Monsieur Lontchi Moïse est en exil il y a six ans; par ailleurs l'administration nous a présenté un contraire journal Officiel du 22/7/50 page 997 dans lequel il était institué un arrêté pris en faveur du traître Djuatio Etienne qui devait reprendre par force le commandement du chef groupement Batcham sans toutefois tenir compte de ses crimes mais plutôt de sa qualité citoyen Français auquel il s'était incarné.

Monsieur, s'il est exact qu'avant l'arrivée de Blancs au Cameroun nous avons les commandements et que vous travaillez dans le même sens de compréhension nous avons à vous faire comprendre que seule l'enquête est souhaitable au milieu de la population intéressée et vous demande de façon énergique que l'arrêté d'agression du 22/7/50 page n° 997 soit abrogée ou abolie et que Lontchi Moïse reprenne notre commandement du peuple Batcham.

Vous trouverez ci-jointe la liste des membres compétents à qui vous pouvez vous adresser une requête des 70 cases détruites par le traître Djuatio Etienne au courant de mois de Mai 1955. Espère que votre suprême présence soit urgente à Batcham tenant compte des objets de l'agglomération détruite par une organisation des gardes Régionales accompagnées par traître Djuatio Etienne.

Par procuration :

<u>Noms et prénoms</u>	<u>Quartiers</u>
1. Tchouffouo	Bamentou
2. Tama	"
3. Tcheadje Tchinda	Batio
4. Djiadjeu Lucas	Batchuatio
5. Djisop Djilonyo	"
6. Tedongap Kemlon	Balatchua
7. Djou Talong	"
8. Mokeu Moyoka	Batchuatio
9. Kuenona	"

10. Taymdjieu	Bameka
11. Tatsafo	"
12. Goula	Balepa
13. Takola Maurice	Belatchua
14. Taymata	"
15. Tanwa Golip	"
16. Tassonwa	Fiala
17. Dia Fouano	Bataki
18. Fomena Jean	Badendang
19. Djou Samuel	Bataki
20. Louanhoun	Baboue
21. Teyou	"
22. Tametang Mone	"
23. Goula Mayoka	Bamelang
24. Mekemdjiza	"
25. Djitsakang	Bambi
26. Djigouon	Batim
27. Tanewana	Balepa
28. Dikko David	Fiala
29. Kentsop	Balakam
30. Fouodjogap	Baletsy
31. Sadow	"
32. Talasimi	Batchuati
33. Tembo	Banugo
34. Tetadjo	Batoutsa
35. Kuete Sao	Balatchua
36. Tabantse	"
37. Lontsi Daniel	Balepa
38. Fouoaku	Baku
39. Tafoga	Balepfo
40. Meane Luc	"
41. Lontsi Jacob	Balutchua
42. Tenetching André	"
43. Sob-Longoum André	"
44. Tchieja Koffi	Baleghang
45. Tchioloua Joseph	Batoutsa

46. Tafouotsa	Batio
47. Takwe Pierre	"
48. Tiwa Moïse	Fiala
49. Tadiuna	"
50. Fouoti	Batchuati
51. Sadio Lontse	Bamebeu
52. Djimesse	Bamego
53. Teno	Bameleu
54. Djiepiata	"
55. Zuegang	Bameka
56. Tchinda Sama	Bamedou
57. Sop-Touplapa	Bagouang
58. Ngountso Sama	Balepa
59. Takoudjou	"
60. Wounessop Tchounda	"

Considérant que cette requête fera l'objet d'une attention particulière de vos services et que sous peu nous serons à bout de toutes satisfactions, nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Administrateur, l'assurance de notre haute considération.

- Ci-joint : copie conforme du certificat médical du 2/2/56

(signé)

Par Lontsi Moïse,  
Chef de groupement de Batcham par  
Mbouda B.P. No 14  
Dschang

Le Secrétaire de la séance,  
(signé) Lontsi Daniel.

Cameroun Français  
Santé publique  
Région Bamiléké  
Hôpital Schang

Republique Française  
Liberté - Egalité - Fraternité

Certificat médical

Je soussigné Docteur Pelon Robert, Médecin-Commandant des T.C. Médecin-Chef de la Région Bamiléké à Dschang, certifie avoir examiné ce jour le nommé

Djoutalong du village de Batcham et avoir fait les constatations suivantes :

- Plaies superficielles de la face et du crâne (région frontale) produites par corps contondant à arêtes tranchantes.

- Trauma de même origine au niveau de la paroi thoracique à gauche ayant entraîné une pneumonie traumatique avec épanchement pleural consécutif.

A été hospitalisé du 10/1/1956 au 30/1/1956.

Dchang, le 2 février 1956

Pour copie conforme.

-----